CAUT Executive Committee

Comité de direction de l'ACPPU

89 COUNCIL CONSEIL

Procès-verbal
252e réunion du Comité de direction
13 et 14 septembre 2019

Sont présents :
Brenda Austin-Smith, présidente (UMFA)
Peter McInnis, vice-président (ST.FXAUT)
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
James Compton, président sortant (UWOFA)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Serge Jolicoeur, représentant ordinaire (Francophone) (ABPPUM)
Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
Robin Whitaker, représentante ordinaire (Général) (MUNFA)
Laurence McFalls, représentant ordinaire (Québec) (SGPUM)
Alison Hearn, présidente, Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi (UWOFA)
Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
Tim Ribaric, président, Comité des bibliothécaires et des archivistes (BUFA)
Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)

David Robinson, directeur général
Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique
Valérie Dufour, directrice des communications
Margaret McGovern-Potié, adjointe exécutive au directeur général

N'a pu assister :
Sue Blair, présidente, Comité de la négociation collective et des avantages économiques (AUNBT)

Allocution d'ouverture et reconnaissance du territoire

La présidente souhaite la bienvenue aux membres et reconnaît que la réunion se tient sur le territoire non cédé du peuple algonquin.

CAUT ACPPU

Brenda Austin-Smith // PRESIDENT // PRÉSIDENTE // MANITOBA
Peter McInnis // St. Francis Xavier
Yalla Sangaré // Sainte-Anne
James Compton // Western Ontario
Marc Schroeder // Mount Royal
Robin Whitaker // Memorial
David Newhouse // Trent
Serge Jolicœur // Moncton
Laurence McFalls // Montréal
Alison Hearn // Western Ontario
Sue Blair // UNB
Sarika Bose // UBC
Tim Ribaric // Brock
Pat Armstrong // York
Momin Rahman // Trent

cope225sepb.ca

01. Adoption de l'ordre du jour

COMPTON/ARMSTRONG : QUE l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

a. Réunion des 13, 14 et 15 juin 2019

COMPTON/SANGARÉ : QUE le procès-verbal de la réunion susmentionnée soit approuvé.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

b. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste est passée en revue.

04. Rapport de la présidente

La présidente rend compte des réunions auxquelles elle a assisté depuis la dernière réunion du Comité de direction des 13, 14 et 15 juin. Elle a assisté, avec le président sortant de l'ACPPU, J. Compton, le directeur général et la directrice de la recherche et de l'action politique, P. Foster, au 8e congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation qui s'est tenu du 19 au 26 juillet à Bangkok, en Thaïlande. Elle souligne que l'ACPPU, en partenariat avec l'Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG), y a présenté et fait adopter une résolution sur la liberté académique. Elle a assisté également aux réunions des comités de l'ACPPU qui se sont tenues du 22 au 26 août à Ottawa.

05. Rapport du directeur général

Le directeur général indique que les questions qu'il souhaite aborder seront traitées sous divers points de l'ordre du jour de la réunion. Il fait remarquer que l'automne a été jusqu'ici fort occupé. Le personnel de l'ACPPU travaille au lancement de la campagne électorale fédérale et à l'élaboration de la trousse correspondante, à la tenue de la campagne de la Semaine de l'équité d'emploi et à l'organisation de la Conférence des bibliothécaires et des archivistes prévue pour octobre. Il fait état de plusieurs nouvelles affaires d'atteinte à la liberté académique qu'il traitera plus en détail dans son rapport sur la liberté académique.

06. Action politique et campagnes

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, rend compte des relations qui ont été entretenues avec le gouvernement et les parties prenantes depuis la dernière réunion du Comité de direction. Elles comprennent entre autres les activités de sensibilisation menées auprès des candidats par les associations membres à Calgary, Ottawa, Winnipeg et Halifax; les réunions tenues avec le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (ISDE) et le ministère du Patrimoine au sujet du matériel protégé par le droit d'auteur; le suivi avec l'ISDE du sondage auprès des chercheurs; une réunion avec l'Inuit Tapiriit Kanatami, l'organisation qui représente les Inuits canadiens.

a. Relations gouvernementales

i. Consultations prébudgétaires

P. Foster rend compte du mémoire que l'ACPPU a soumis dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget de 2020. L'ACPPU y formule les recommandations suivantes : élaborer une stratégie nationale en matière d'éducation postsecondaire; investir davantage dans la recherche fondamentale; élargir l'admissibilité au Programme canadien de bourses aux étudiants; reconnaître les droits à l'éducation inhérents et issus de traités des peuples autochtones et augmenter le soutien fédéral aux étudiants autochtones; améliorer l'accès aux données gouvernementales. Des copies du mémoire de l'ACPPU et de la trousse électorale de l'ACPPU sont incluses dans le dossier de réunion.

b. Campagnes

i. Élections fédérales

P. Foster rend compte des prévisions des sondages pour les prochaines élections fédérales en octobre selon lesquels il y aurait une lutte serrée entre les conservateurs et les libéraux. Dans sa plate-forme électorale, l'ACPPU met l'accent entre autres sur le financement de la recherche, la précarisation, les questions d'équité, l'abordabilité de l'éducation postsecondaire et l'incitation à voter. Dans le cadre de sa stratégie électorale, l'ACPPU mène une campagne publicitaire numérique et elle a mis au point sur son site web un outil de sondage en ligne. L'ACPPU continuera de faire appel aux associations intéressées pour aider les associations membres à se mobiliser durant la campagne.

ii. Semaine de l'équité d'emploi

P. Foster indique que la Semaine de l'équité d'emploi se déroulera cette année du 7 au 11 octobre avant les élections fédérales. L'ACPPU a produit de nouveaux supports pour la campagne de cette année : affiches, présentations PowerPoint, fiches d'information, etc.

iii. Gouvernance

P. Foster indique que l'ACPPU a mené une enquête permettant aux associations membres de recenser et de partager les initiatives prometteuses qu'elles entendent prendre pour renforcer la gouvernance collégiale. Trente et une associations ont participé à l'enquête.

iv. Droit d'auteur

P. Foster signale que l'ACPPU a rencontré d'autres intervenants du secteur de l'éducation postsecondaire pour recueillir leurs réactions aux deux rapports parlementaires et faire le suivi auprès des deux ministères relativement à la réponse du gouvernement. Il semble qu'il soit possible de faire avancer le dossier du droit d'auteur de la Couronne.

c. Équité

i. Entente de règlement dans le dossier du Programme des CRC

P. Foster fait savoir que l'ACPPU se félicite de la conclusion de l'entente de règlement. Les faits saillants comprennent les objectifs de représentation selon la population, l'inclusion pour la première fois de la communauté LGBTQ et le

renforcement de la responsabilisation des établissements. Une copie de l'entente de règlement est incluse dans le dossier de réunion.

ii. Cadre national de lutte contre la violence fondée sur le sexe à l'intention des établissements d'enseignement postsecondaire

La présidente de l'ACPPU, Brenda Austin-Smith, fait part son expérience en tant que membre du Comité consultatif sur le Cadre national de lutte. Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres a publié, le vendredi avant la longue fin de semaine du mois d'août, le rapport sur le Cadre, intitulé *Le courage d'agir : élaborer un cadre national pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaire*. Le Cadre tient compte de l'apport des membres du comité consultatif qui représentaient les travailleurs dans certains domaines, à savoir la reconnaissance et l'importance des conventions collectives, mais non dans d'autres. Il comporte par exemple une définition large de la violence fondée sur le sexe. Il est difficile de voir comment le Cadre se rattachera aux politiques provinciales et institutionnelles, et aussi de savoir si l'octroi de financement fédéral sera subordonné à l'adoption du Cadre.

d. Libertés civiles

i. Hassan Diab

Le directeur général fait savoir que le rapport Segal sur l'extradition d'Hassan Diab, rendu public en juillet, conclut que le ministère de la Justice n'a commis aucune irrégularité dans cette affaire. M. Diab est extrêmement déçu du rapport qu'il qualifie de parfaite mascarade de l'enquête.

ii. Questions transfrontalières

Le directeur général fait état du problème que suscitent les agents frontaliers demandant d'avoir accès aux appareils électroniques des voyageurs. Un article d'Inside Higher Ed intitulé *Harvard freshman said he was barred from the country for friends' social media posts*, qui a été soumis par Jeremy Bauer-Wolf le 28 août, est inclus dans le dossier de réunion.

iii. Activités du SCRS sur les campus

Le directeur général attire l'attention sur la question des agents du SCRS qui prennent contact avec des étudiants sur les campus canadiens, particulièrement des étudiants musulmans. L'ACPPU s'inquiète depuis longtemps des activités de renseignement du SCRS sur les campus. Le directeur général met en lumière un rapport en date de 1998-1999 des activités de renseignement du SCRS dans lequel il est fait mention d'un accord conclu en 1963 entre le gouvernement fédéral et l'ACPPU concernant les enquêtes menées sur les campus. Une copie de ce rapport est incluse dans le dossier de réunion.

e. Affaires internationales

i. Partenariats de solidarité

A. Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUUPE)

Le directeur général rend compte de la participation de l'ACPPU à l'organisation d'un forum national sur l'éducation supérieure en Palestine en avril. Le forum a porté principalement sur les défis auxquels fait face le secteur de l'éducation supérieure en Palestine. La Fédération palestinienne est très reconnaissante du soutien apporté par l'ACPPU.

B. Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ)

Le Comité de direction étudie une demande d'aide financière qu'elle a reçue de l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe pour l'organisation du congrès du COLAZ de 2019.

COMPTON/SANGARÉ : QUE l'ACPPU fasse un don de 10 000 $ à l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe pour l'organisation du congrès du COLAZ de 2019.

ADOPTÉE

C. Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG)

Le Comité de direction étudie une demande d'aide financière qu'elle a reçue de l'Association des professeures et professeurs d'université du Ghana pour le congrès de l'UTAG de 2019.

SCHROEDER/HEARN : QUE l'ACPPU fasse un don de 10 000 $ à l'Association des professeures et professeurs d'université du Ghana pour l'organisation du congrès de l'UTAG de 2019.

ADOPTÉE

D. Commission de l'enseignement supérieur du Pakistan

Le directeur général informe que l'ACPPU continue de travailler avec la Commission de l'enseignement supérieur du Pakistan à l'élaboration d'un programme de formation pédagogique pour le personnel académique. L'objectif est d'offrir une première séance de formation au début de janvier.

E. Mouvement universitaire malaisien (MOVE)

Le directeur général rend compte de ses discussions préliminaires avec le Mouvement universitaire malaisien (MOVE) sur la possibilité d'entreprendre des actions de solidarité avec cet organisme.

ii. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

A. Commission syndicale consultative chargée de l'éducation et de l'emploi

Le directeur général fournit des informations sur la prochaine réunion de la commission consultative.

B. Groupe de travail informel de l'OCDE en charge de l'enseignement supérieur

Le directeur général indique que l'OCDE a invité le Groupe de travail informel en charge de l'enseignement supérieur à examiner l'ébauche du cadre analytique du projet de ressources en éducation supérieure.

iii. UNESCO

Le directeur général rend compte de l'élaboration de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur qui sera soumise à l'adoption de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre.

iv. OIT

A. Comité d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant

Le directeur général met en lumière les recommandations du Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant. Une copie des recommandations de 2018 est incluse dans le dossier de réunion.

B. Convention de 2019 sur la violence et le harcèlement

Le directeur général signale que l'Organisation internationale du Travail a adopté une nouvelle convention/recommandation pour combattre la violence et le harcèlement dans le monde du travail.

MCFALLS/RAHMAN : QUE le Comité de direction recommande que l'ACPPU exhorte le gouvernement du Canada à ratifier la Convention 190 de la Conférence internationale du Travail – la convention concernant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail – adoptée à la Conférence internationale du Travail en juin 2019.

ADOPTÉE

v. Internationale de l'Éducation

Le directeur général rend compte d'une résolution conjointe sur la liberté académique dans l'éducation supérieure que l'ACPPU et l'Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG) ont présentée et fait adopter au 8e congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation en juillet 2019. Une copie de la résolution est incluse dans le dossier de réunion.

vi. Appels et campagnes

A. Conseil canadien pour les réfugiés

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière à la campagne « Bienvenue aux réfugiés » du Conseil canadien pour les réfugiés. Ce dernier appelle les organismes à appuyer sa campagne en signant une lettre ouverte sur le site web de la campagne.

COMPTON/NEWHOUSE : QUE l'ACPPU fasse un don de 2 000 $ au Conseil canadien pour les réfugiés pour appuyer sa campagne « Bienvenue aux réfugiés » et qu'elle signe la lettre ouverte sur le site web de la campagne.

ADOPTÉE

f. Alberta

Le directeur général fait état des sérieuses préoccupations que suscitent les recommandations sur l'éducation supérieure formulées dans le rapport du groupe d'experts indépendant (« Blue Ribbon Panel ») sur les finances de l'Alberta, publié en août 2019. Un extrait du rapport est inclus dans le dossier de réunion.

07. Rapports des comités

a. Rapports des comités permanents

i. Liberté académique et permanence de l'emploi

A. Hearn, présidente du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité a examiné le projet de rapport du comité d'enquête spécial sur l'affaire Pyne à l'Université Thompson Rivers. Eu égard aux questions soulevées dans le rapport, le comité envisage de rédiger un numéro d'*Actualité en négociation* sur la liberté académique et la liberté d'expression intra-muros. Le comité a discuté de la présence accrue du SCRS sur les campus et compte élaborer un numéro d'*Actualité en négociation* destiné à fournir des conseils aux membres à ce sujet. Le comité prévoit également d'organiser un atelier sur la liberté académique à l'intention des membres.

ii. Négociation collective et avantages économiques

En l'absence de la présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques, le directeur général rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Entre autres points, le comité a passé en revue son mandat : il compte consacrer une plus grande partie de ses travaux à l'analyse des tendances et à l'élaboration de stratégies de négociation collective, au lieu de rédiger des dispositions de clauses modèles. Le comité a discuté de l'importance de maintenir le volet de formation des formateurs dans l'atelier sur la négociation collective. Il envisage avec enthousiasme de participer à l'organisation de la conférence sur la négociation collective.

iii. Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Parmi les questions concernant le personnel académique contractuel (PAC) qui ont été débattues au cours de la réunion figurent : la diminution des droits de propriété intellectuelle; la portée des sondages d'opinion des étudiants dans l'évaluation de la qualité de l'enseignement; l'accès limité aux services de messagerie électronique et de bibliothèque entre les contrats; l'absence de liberté académique pour les membres du PAC. S. Bose souligne la nécessité d'établir des lignes directrices régissant la qualité de membre au sein de l'association du personnel académique des membres du PAC qui se trouvent entre deux contrats.

Elle indique que le comité a discuté de la planification de la Semaine de l'équité d'emploi et que bon nombre d'associations ont prévu des activités pour l'édition de cette année. Le comité en est maintenant au stade de la planification préliminaire de sa conférence pour le personnel académique contractuel de 2020.

iv. Équité

M. Rahman, coprésident du Comité de l'équité, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité a discuté de la planification de la Conférence sur l'équité prévue pour les 20 et 21 février 2020. Il s'active actuellement à trouver des conférenciers et des animateurs pour les divers ateliers. Plusieurs membres du comité se verront aussi attribuer des tâches à accomplir. Le comité a discuté également de la structure de la trousse d'équité et de la charge de travail à effectuer pour mener ce projet à terme. Le lancement de la trousse sera retardé jusqu'au printemps pour permettre de terminer l'élaboration du contenu du site en ligne. M. Rahman a bon espoir que le site, qui sera conçu comme une ressource vivante, sera actualisé régulièrement.

Il mentionne que le projet de budget de la conférence est inclus dans le dossier de réunion et qu'il est soumis à l'examen du Comité de direction.

RAHMAN/COMPTON : QUE le Comité de direction approuve en l'état le projet de budget de la Conférence de l'ACPPU sur l'équité.

ADOPTÉE

v. Bibliothécaires et archivistes

T. Ribaric, président du Comité des bibliothécaires et des archivistes, indique que le comité tiendra sa réunion ordinaire avant la Conférence des bibliothécaires et des archivistes prévue pour les 25 et 26 octobre 2019 à Ottawa. Il souligne que la conférence se déroulera davantage sous la forme d'un atelier pratique portant sur des études de cas particuliers que sous la forme d'un colloque universitaire. Faisant suite à une motion concernant les indicateurs de rendement qui a été déposée à l'assemblée du Conseil de novembre, le comité a révisé l'énoncé de principes sur les indicateurs de rendement qui sera examiné plus tard à l'ordre du jour. T. Ribaric indique par ailleurs que le comité suit de près les négociations en cours avec les bibliothécaires de Western, qui pourraient déclencher une grève. Une copie du programme de la Conférence des bibliothécaires et des archivistes est incluse dans le dossier de réunion.

b. Rapports des comités relevant du Comité de direction

i. Francophones

S. Jolicoeur, président du Comité des francophones, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Il indique que le comité envisage de rédiger des libellés de clauses modèles pour des énoncés de principes qu'il a établis auparavant. Le comité a passé en revue son mandat et estime qu'il devrait être mieux connu des associations membres de l'ACPUU. Il recommande de maintenir la pratique d'un dîner-causerie pour les francophones et les francophiles dans le cadre de l'assemblée du Conseil. Le comité a tenu des discussions tout à fait préliminaires sur la prochaine Conférence des francophones.

ii. Personnel enseignant clinicien

Le directeur général indique que le Comité du personnel enseignant clinicien s'est réuni le 26 août à Ottawa. Le comité a adopté une résolution visant à créer un groupe de travail chargé d'examiner la liberté académique du personnel enseignant clinicien.

iii. Personnel académique des collèges et des instituts

La présidente rend compte de sa participation à la première réunion du Comité du personnel académique des collèges et des instituts qui s'est tenue le 22 août à Ottawa.

c. Rapports des groupes de travail

i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, président du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones, mentionne que le groupe de travail procède actuellement à la révision du numéro de l'*Actualité en négociation sur l'autochtonisation du milieu académique*, qu'il espère terminer en novembre. Le groupe a tenu une téléconférence le 4 septembre. Il en est à un stade très préliminaire des discussions concernant la prochaine Conférence pour le personnel académique autochtone. Il prépare à l'intention du Comité de l'équité une réponse au sujet de la trousse sur l'équité. Le groupe a en main un rapport préliminaire sur un sondage mené auprès du personnel académique autochtone en Ontario, et il a bon espoir qu'il sera terminé bientôt. D. Newhouse propose que l'ACPPU mène un sondage auprès de nos associations sur les enjeux intéressant les membres autochtones. Il souligne que le 1er novembre marquera le 50e anniversaire de la création des programmes d'études autochtones à Trent.

ii. Groupe de travail spécial sur la gouvernance

M. Schroeder, président du Groupe de travail spécial sur la gouvernance, indique que le groupe de travail a tenu une téléconférence depuis la réunion de juin. Le groupe a révisé l'énoncé de principes de l'ACPPU sur la gouvernance, qui sera examiné à l'assemblée du Conseil en novembre. Plusieurs comités ont déjà transmis leurs commentaires sur le projet de cadre des enjeux de gouvernance et sur le rapport du groupe. Le groupe devra, dans les prochaines étapes, analyser les réponses au sondage sur la gouvernance mené à la fin du printemps dernier, commencer à travailler à l'élaboration de la trousse sur la gouvernance et fournir aux membres des conseils visant à renforcer les dispositions des conventions collectives relatives à la gouvernance.

08. Questions organisationnelles

a. Questions découlant de l'assemblée du Conseil

i. Résolutions

Le directeur général informe du suivi donné aux résolutions adoptées lors de l'assemblée du Conseil en mai.

b. Planification et priorités

Une copie d'une note du directeur général de l'ACPPU en date du 29 août 2019, résumant la discussion sur la planification et les priorités qui s'est tenue dans le cadre de la séance d'orientation du Comité de direction en juin, est incluse dans le dossier de réunion aux fins de discussion. Le comité analyse les enjeux du contexte politique actuel et prend en considération les actions que l'ACPPU pourrait entreprendre pour relever les défis en question. La note définit les grandes priorités stratégiques pour l'année qui vient : 1) augmenter la capacité d'attirer et de retenir des membres; 2) défendre et accroître l'intégrité du travail académique; 3) promouvoir la justice sociale et l'équité.

c. Prix de l'ACPPU

Le directeur général indique qu'après avoir passé en revue, à la demande du Comité de l'équité, les modalités d'attribution des prix de l'ACPPU, il recommande de modifier celles-ci afin de permettre l'admissibilité à des groupes, et non seulement à des individus. Des changements sont également proposés afin d'assurer l'uniformité des modalités du processus de candidature pour tous les prix.

RAHMAN/HEARN : QUE le Comité de direction recommande que les changements proposés au prix Donald-C.-Savage, au prix pour l'équité, au prix des bibliothécaires et des archivistes pour services émérites, au prix commémoratif Milner, au prix Sarah-Shorten et au prix Bernice-Shrank soient approuvés puis transmis au Conseil pour examen.

ADOPTÉE (1 ABSTENTION)

d. Comités de l'ACPPU

Le directeur général indique qu'il a assuré un suivi auprès du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones en ce qui concerne la possibilité de réviser son statut de sorte qu'il devienne un comité permanent du Conseil. David Newhouse, président du groupe de travail, recommande de consulter plus à fond le groupe de travail et les membres autochtones sur la question avant d'entreprendre quelque changement que ce soit au statut du groupe.

Le directeur général mentionne qu'il a recommandé aux présidents des comités d'ajouter un point à l'ordre du jour de leurs réunions du mois d'août : examen et discussion du mandat de leur comité.

POINT À HEURE FIXE (Vendredi, 11 h 30)

e. Questions financières et administratives

i. Rapport financier : exercice clos le 30 juin 2019

Y. Sangaré, trésorier, présente les résultats financiers du quatrième trimestre de l'exercice clos le 30 juin 2019.

A. Examen du budget 2019-2020

Une copie du budget 2019-2020 de l'ACPPU est incluse dans le dossier de réunion à titre d'information.

ii. Demandes de dégagement

V. Dufour, directrice des communications, informe les membres que seules quelques demandes de dégagement ont été reçues jusqu'à présent. Elle rappelle aux membres de soumettre leurs demandes le plus tôt possible.

iii. Demandes d'aide financière

A. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière qu'il a reçue de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles en vue d'appuyer son plan d'action 2019-2020.

COMPTON/SANGARÉ : QUE l'ACPPU fasse un don de 20 000 $ à la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles.

ADOPTÉE

B. Centre canadien de politiques alternatives

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière qu'il a reçue du Centre canadien de politiques alternatives.

RAHMAN/COMPTON : QUE l'ACPPU fasse un don de 15 000 au Centre canadien de politiques alternatives.

ADOPTÉE (1 ABSTENTION/ARMSTRONG)

f. Affaires relatives aux membres

i. University of Northern British Columbia Faculty Association (UNBCFA)

Le directeur général rend compte des discussions menées avec l'UNBCFA au sujet d'une demande d'aide financière pour couvrir les coûts associés à l'arbitrage.

ii. Association of University of New Brunswick Teachers (AUNBT)

Le Comité de direction rend compte des discussions qu'il a eues avec l'AUNBT au sujet du maraudage possible d'un autre syndicat.

g. Rapport du directeur général sur la liberté académique

i. Enquêtes

A. Potter (McGill)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Andrew Potter (McGill). Le rapport du comité d'enquête spécial, publié en novembre, conclut à plusieurs atteintes graves à la liberté académique et recommande que l'administration de McGill adopte une politique pour protéger la liberté académique des administrateurs universitaires.

B. Peter Wall Institute for Advanced Studies (UBC)

Le directeur général indique que l'enquête du comité spécial chargé d'examiner les circonstances entourant la démission du directeur du Peter Wall Institute for Advanced Studies et de déterminer s'il y a eu atteinte à la liberté académique est en cours. Le comité est composé des membres suivants : Dr Kevin Kane (président), professeur à la faculté de médecine et d'art dentaire de l'Université de l'Alberta; Jacqueline Holler, professeure agrégée au département d'histoire, d'études féminines et d'études de genre de l'Université du nord de la Colombie-Britannique.

C. Mehta (Acadia)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant Rick Mehta (Acadia). Une entente de règlement a été conclue le 1er avril. Le professeur Mehta a par la suite été trouvé coupable d'avoir violé les conditions du règlement.

D. Pyne (Thompson Rivers)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant Derek Pyne (Thompson Rivers). Le comité d'enquête spécial a livré son rapport qu'examine actuellement le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi de l'ACPPU.

E. Horne (Dalhousie)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant Gabrielle Horne (Dalhousie). Il porte l'attention des membres du comité sur un extrait du procès-verbal du sénat de Dalhousie en date du 22 avril 2019, qui comprend une mise à jour, faite par le comité de la planification et de la gouvernance du sénat de Dalhousie, sur les recommandations relatives à la liberté académique des membres exclus de l'unité de négociation, et un plan de mise en œuvre correspondant. L'ACPPU continuera à suivre l'évolution de ce processus.

F. Collège vétérinaire de l'Atlantique (UPEI)

Le directeur général fait état des nouvelles préoccupations soulevées au Collège vétérinaire de l'Atlantique (Université de l'Île-du-Prince-Édouard). La correspondance échangée entre l'ACPPU et le recteur de l'UPEI, Alaa Abd-El-Aziz, et la vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche de l'UPEI, Katherine Gottschall-Pass, est incluse dans le dossier de réunion.

ii. Dossiers

A. Persinger (Laurentienne)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Michael Persinger (Laurentienne). Il signale que l'audience de la motion visant à trancher le grief a été reportée au 30 octobre 2019.

B. Collège de technologie forestière des Maritimes

Le directeur général fait le point sur deux affaires de congédiement au Collège de technologie forestière des Maritimes : (1) le biologiste Rod Cumberland,

ardent critique de l'utilisation de l'herbicide glyphosate par l'industrie forestière du N.-B.; (2) Gerald Redmond, ancien directeur général du Collège, licencié pour avoir supposément divulgué des informations confidentielles. Plusieurs articles de presse et des pièces de correspondance échangées entre l'ACPPU et le Collège sur la question sont inclus dans le dossier de réunion.

C. Hira (Simon Fraser)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Hira (Université Simon-Fraser).

D. Collège Camosun

Le directeur général présente une affaire en cours au Collège Camosun portant sur une question de notation compliquée par des besoins d'adaptation.

E. Duchesne (UNB)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Duchesne (Université du Nouveau-Brunswick). Il souligne que M. Duchesne a pris une retraite anticipée.

F. Yeager (King's)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Yeager (Collège universitaire King's) portant sur une plainte de harcèlement et liée au respect en milieu de travail suite à des critiques sur la politique et le directeur du département, et sur le comportement pendant les réunions.

G. Hawke (McMaster)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Hawke (Université McMaster) qui concerne un différend de notation résultant de l'application par le vice-doyen d'un algorithme pour ajuster les notes par suite de l'objection soulevée par le membre du corps professoral. Il indique que, conformément à la politique de l'ACPPU, est considéré comme une violation de la liberté académique le fait, pour un agent administratif, d'exercer une influence, de tenter d'exercer une influence ou d'intervenir unilatéralement, arbitrairement ou en dehors des procédures officielles dans la notation ou l'évaluation du rendement des étudiants effectuée par le membre du personnel académique à qui est confiée la responsabilité d'évaluer un cours ou une partie d'un cours.

H. Bonert (McMaster)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Bonert (Université McMaster) portant sur un différend avec le Comité d'éthique de la recherche en ce qui concerne l'anonymat présumée des sujets de recherche.

I. Altosaar (Ottawa)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Altosaar (Université d'Ottawa) portant sur un grief déposé pour ingérence alléguée à l'encontre de la liberté académique dans la recherche.

J. UBC

Le directeur général rend compte d'une affaire en cours à l'UBC concernant un conférencier controversé invité à prendre la parole dans cette université.

K. Mount Royal

Le directeur général rend compte d'une affaire récente soulevée à l'Université Mount Royal visant un membre du personnel académique qui a rédigé une lettre d'opinion controversée.

h. Litiges

i. Access Copyright c. Université York

Le directeur général indique que la décision relative à cette cause est attendue.

ii. Sentences arbitrales

Le directeur général met en lumière plusieurs sentences arbitrales présentant un intérêt particulier pour le secteur de l'éducation postsecondaire.

i. Rapport sur la négociation collective

Le rapport sur la négociation collective est inclus dans le dossier de réunion.

j. Rapport sur la formation

Le rapport sur le programme de formation offert par l'ACPPU est inclus dans le dossier de réunion. Outre l'information exposée dans le rapport, le directeur général indique que l'ACPPU a parrainé la participation de plusieurs membres à un cours de formation sur l'arbitrage des conflits de travail dispensé par le Centre des relations industrielles de l'Université Queen's.

k. Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le rapport sur les questions de santé et de sécurité au travail est inclus dans le dossier de réunion.

l. Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général rend compte des activités de syndicalisation en cours.

m. Publications

i. Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

A. Revue en ligne de l'ACPPU

La présidente de l'ACPPU, B. Austin-Smith, rend compte de la réunion du comité de rédaction de la nouvelle Revue en ligne de l'ACPPU. Le comité de rédaction est composé de T. Ribaric, B. Austin-Smith, P. McInnis et Y. Sangaré.

n. Prix Lee-Lorch

COMPTON/RAHMAN : QUE le Comité de direction recommande au Conseil de décerner le prix Lee-Lorch à Isabel Desgagné-Penix, professeure au département de physique, biologie et chimie de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

ADOPTÉE

o. Nouveaux membres associés

La liste des nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de réunion à titre d'information.

09. POINT À HEURE FIXE (Samedi, 12 h)
Affaires relatives au personnel

a. Rapport du comité du personnel

Le président du comité du personnel, J. Compton, rend compte de la réunion du comité du personnel. Il indique qu'un membre du personnel qui était en congé d'invalidité de longue durée a repris ses fonctions en août. Un membre du personnel est en congé de courte durée. L'ACPPU a embauché Tony Cantin au poste de directeur des opérations qu'il occupera à compter du 7 octobre.

b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général rend compte des questions concernant les effectifs.

c. Négociations avec le personnel

COMPTON/HEARN : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

COMPTON/MCINNIS : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

HEARN/RAHMAN : QUE le Comité de direction exprime son ferme soutien à l'équipe de négociation de l'ACPPU.

ADOPTÉE

d. Affaires concernant la direction

COMPTON/SANGARÉ : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

COMPTON/MCINNIS : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

ARMSTRONG/SANGARÉ : QUE le Comité de direction recommande au Conseil de renouveler pour six mois, à compter du 1er juillet 2020, la nomination de D. Robinson au poste de directeur général de l'ACPPU

ADOPTÉE

10. Énoncés de principes et clauses modèles

e. Énoncés de principes

i. Incapacité liée à la santé mentale

SCHROEDER/MCFALLS : QUE le nouvel énoncé de principes sur l'incapacité liée à la santé mentale soit renvoyé au service juridique de l'ACPPU pour qu'il assure l'uniformité de la terminologie et du libellé juridiques.

ADOPTÉE

ii. Indicateurs de rendement

RIBARIC/BOSE : QUE l'énoncé de principes révisé sur les indicateurs de rendement soit approuvé avec les modifications ci-après et transmis au Conseil pour examen :

- Dans la version anglaise, supprimer le mot « sole » dans la deuxième phrase du deuxième paragraphe du préambule.
- Conserver le texte supprimé […] **qui publient leurs travaux de recherche et qui diffusent des connaissances dans d'autres langues que l'anglais** […].
- Réviser la clause 2 comme suit : « Lorsque ~~les indicateurs de rendement sont choisis par~~ le membre du personnel académique décide de recourir aux indicateurs de rendement de son choix […].
- Mettre les deux listes en parallèle dans la première phrase du premier paragraphe du préambule et dans la clause 1.

f. Clauses modèles

Aucune clause modèle n'est à l'étude.

g. Politiques administratives

Aucune politique administrative n'est à l'étude.

11. Réunions, conférences et coalitions

a. Participation à des réunions et conférences

i. Congrès mondial de l'IE (du 20 au 26 juillet, Bangkok)

Cette question est traitée précédemment sous le *point 04. Rapport de la présidente.*

ii. Réunion du Comité du personnel académique des collèges et des instituts (22 août, Ottawa)

Le directeur général rend compte de la première réunion Comité du personnel académique des collèges et des instituts qui s'est tenue le 22 août à Ottawa.

iii. Réunions des comités de l'ACPPU (23 et 24 août, Ottawa)

Cette question est traitée précédemment sous le *point 07. a. Rapports des comités permanents*.

iv. Réunion du Comité du personnel enseignant clinicien (26 août, Ottawa)

Cette question est traitée précédemment sous le *point 07. b. Rapports des comités relevant du Comité de direction*.

b. Activités et conférences prochaines

i. Conférence de l'ANSUT sur les étudiants internationaux

Le directeur général indique que la présidente, le vice-président et lui assisteront à la Conférence de l'ANSUT sur les étudiants internationaux qui se tiendra les 19 et 20 septembre à Halifax.

ii. Assemblée générale annuelle de la CUFA-BC

Le directeur général indique que l'assemblée générale annuelle de la CUFA-BC aura lieu le 3 octobre à Prince George. La présidente y prendra part.

iii. Caisse de défense de l'ACPPU

Le directeur général indique que l'assemblée générale annuelle de la Caisse de défense aura lieu le 5 octobre à Toronto. La présidente de l'ACPPU, la présidente du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, la présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques ainsi que le trésorier comptent y assister.

iv. Semaine de l'équité d'emploi

Cette question est traitée précédemment sous le *point 06. b. ii.*

v. Conseil de la FQPPU (17 et 18 octobre, Montréal)

Le directeur général indique que Y. Sangaré assistera à l'assemblée du Conseil de la FQPPU prévue pour les 17 et 18 octobre à Montréal.

vi. Conférence des associations de personnel académique de l'Ouest

Le directeur général indique que la présidente et lui assisteront à la Conférence des associations de personnel académique de l'Ouest qui aura lieu du 17 au 19 octobre à Regina, en Saskatchewan.

vii. Conférence des bibliothécaires et des archivistes de l'ACPPU

Le directeur général indique que la Conférence des bibliothécaires et des archivistes de l'ACPPU se tiendra les 25 et 26 octobre à Ottawa.

c. Coalitions

i. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Cette question est traitée précédemment sous le *point 08. e. iii. A. Demandes d'aide financière – Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles*.

ii. Consortium canadien pour la recherche

P. Foster rend compte des travaux du Consortium canadien pour la recherche.

iii. Réseau pour l'éducation publique

P. Foster mentionne que la réunion du Réseau pour l'éducation publique tenue en septembre a porté sur la campagne électorale, le droit d'auteur et d'autres priorités communes telles que l'épuisement et la santé mentale, la diversification des étudiants et la gouvernance, dont la composition des organes de décision des établissements.

d. Organismes associés

i. Fondation Harry-Crowe

Le directeur général indique que plusieurs des intervenants à la Conférence de la Fondation Harry-Crowe tenue en février 2019 ont accepté que leurs communications soient compilées et publiées sur une nouvelle plate-forme en ligne que l'ACPPU est en train de développer.

ii. SNACPPU

Le directeur général fait le point sur les activités du SNACPPU et du Congrès du travail du Canada.

iii. Fiducie J.H.-Stewart-Reid

V. Dufour, directrice des communications, annonce que les administrateurs de la Fiducie J.H.-Stewart-Reid ont sélectionné Valerie McCallion, doctorante à l'Université Queen's, comme lauréate de la Bourse commémorative J.H.-Stewart-Reid pour 2019-2020.

iv. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Le directeur général indique que l'ACPPU a lancé le 4 novembre un autre appel aux associations membres de l'ACPPU en vue de recueillir des fonds pour faciliter la réinstallation du professeur Carlos Zambrano Escamilla, président du Sindicato de Profesores de la Fundación Universidad Autónoma de Colombia, par suite de sa demande de statut de réfugié.

12. Questions diverses

Aucune question n'est à l'étude.

13. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

14. ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Le directeur général fait état d'un article publié le 28 août 2019 dans le journal *Chronicle Review*, intitulé *My Life as a Cautionary Tale – Probing the limits of academic freedom*, qui est inclus dans le dossier de réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.